

Convention collective

IDCC : **9383** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Isère)

(30 novembre 2012)

(Étendue par arrêté du 3 juin 2013,
Journal officiel du 12 juin 2013)

Avenant n° 8 du 17 janvier 2020

NOR : AGRS2097121M

IDCC : 9383

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Isère ;

Fédération départementale des CUMA de l'Isère ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Isère,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire SGA CFDT de l'Isère ;

Fédération CFTC de l'agriculture,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 18 « Rémunération minimale professionnelle. Mensualisation » de la convention collective est rédigé comme suit :

Emploi	Rémunérations : minima horaires
Niveau 1	
Emploi exécutant	
Échelon 1	10,15 €
Échelon 2	10,22 €
Niveau 2	
Emploi spécialisé	
Échelon 1	10,27 €
Échelon 2	10,35 €

Emploi	Rémunérations : minima horaires
Niveau 3	
Emploi qualifié	
Échelon 1	10,41 €
Échelon 2	10,48 €
Niveau 4	
Emploi hautement qualifié	
Échelon 1	10,62 €
Échelon 2	11,23 €
TAM	
Niveau 1 – Échelon 1	11,83 €
Niveau 1 – Échelon 2	12,29 €
Niveau 2	12,79 €

Article 2

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet au 1^{er} février 2020.

Article 3

Cet avenant sera remis à chacune des organisations syndicales et déposé, par la partie la plus diligente, à l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Auvergne Rhône-Alpes sur support papier et par voie électronique.

Article 4

Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés :

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Fait à Grenoble, le 17 janvier 2020

(Suivent les signatures)